

COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Procès-verbal de la vingtième assemblée
Minutes of the twentieth sitting

PROJET - PROJECT

Québec, le 22 septembre 1983
Quebec City, September 22, 1983

Endroit: Ministère de l'Environnement
du Québec
2360, chemin Ste-Foy
Ste-Foy (Québec)

Date: Le 22 septembre 1983

Etaient présents: Michael Barrett, Président, Kativik
André Dicaire, Québec
Jean-Claude Dubé, Canada
Jacques Giguère, Canada
Ginette Lachance pour Augustin
Lebeau, Canada
Camille Mageau, Canada
Jean Piette, Québec
Marc Voinson, Kativik

Participants: Daniel Berrouard, MENVIQ
Yves Dubuc, ARK
Tommy Grey, ARK
Robert Langlais, MAM

Absent: Lizzie Epoo York, Kativik

Secrétaire: Hervé Chatagnier

- | | |
|--|---|
| <p>1. <u>Adoption de l'ordre du jour.</u></p> <p>1.1 L'ordre du jour est adopté tel que présenté.</p> <p>2. <u>Adoption du procès-verbal de la dix-neuvième assemblée.</u></p> <p>2.1 Le procès-verbal de la dix-neuvième assemblée est adopté sous réserve de modifications mineures.</p> <p>3. <u>Dépôt de documents.</u></p> <p># 20.3.1 <u>De bonne source</u>, vol. 4, no. 4, mai 1983.</p> <p># 20.3.2 <u>De bonne source</u>, vol. 4, no. 5, juin-juillet 1983.</p> <p># 20.3.3 Lettre du Président à M. André Thériault, Affaires du Nord, datée du 19 juillet 1983.</p> <p># 20.3.4 Lettre du Président à l'Honorable Charles Caccia, datée du 2 septembre 1983.</p> <p># 20.3.5 <u>Communiqué</u>, # 1-8317,18,19, Gouvernement du Canada.</p> <p># 20.3.6 <u>Update: Environmental Studies Revolving Funds</u>, vol. 1 (1), le 16 septembre 1983, Gouvernement du Canada.</p> | <p>Ordre du jour</p> <p>Adoption du procès-verbal</p> <p>Dépôt de documents</p> |
|--|---|

- # 20.4.1.1 Oil and Gas Exploration Program in Hudson Bay 1983, ICG Resources Ltd. (brochure).
- # 20.4.1.2 Lettre de M. John Hofbauer, C.O.X.Y., au Président, datée du 7 juin 1983.
- # 20.4.1.3 Ordre du jour du Comité consultatif de la Baie d'Hudson (le 19-21 septembre 1983).
- # 20.4.1.4 Comité consultatif de la Baie d'Hudson, notes de réunion, plan de travail et termes de référence proposés.
- # 20.4.1.5 "Petroleum potential bright for Canada's Hudson Bay Basin", Oil and Gas Journal, article réimprimé de l'édition du 25 octobre 1971.
- # 20.4.2 Lettre de M. Philippe Di Pizzo, DRNQ, à Mme Monique Parent, MTPA, datée du 28 juillet 1983.
- # 20.4.3.1 Lettre de M. André Dicaire à M. Guy Bisson, MTPA, datée du 8 juin 1983.
- # 20.4.3.2 Lettre de M. Jesse P. Flis, Transports Canada, au Président, datée du 22 juin 1983.
- # 20.6.1 Note de service de M. Jacques Giguère datée du 22 septembre 1983 et concernant "Les activités des comités d'évaluation et d'examen au sud du 55^e parallèle depuis la dernière réunion du CCEK, tenue à Québec le 6 mai dernier". (français - anglais)
- # 20.7.1 Lettre du Président à M. Jean-Guy Blouin, Directeur du SANA, MAM, datée du 31 août 1983.
- # 20.8.1 Note de service du Président aux membres, datée du 22 juillet 1983.
- # 20.8.2 Lettre de M. Paul Wilkinson, Corporation foncière des Naskapis, à M. Peter Jacobs, CQEK, datée du 15 août 1983.
- # 20.8.3 Position of the Naskapis of Quebec with Respect to the Proposed Extension of the Landing Strip at Lac Brisson, juillet 1983.
- # 20.9.1 Note de service du Secrétaire aux membres accompagnée de la proposition budgétaire et datée du 30 août 1983.

4. Questions découlant des dernières assemblées.

4.1 Explorations pétrolières dans la Baie d'Hudson.

On informe le Comité des faits nouveaux au sujet des explorations pétrolières dans la Baie d'Hudson. On mentionne en particulier la première réunion du Comité consultatif de la Baie d'Hudson, tenue le 19-21 septembre 1983 à Ottawa. Les questions à l'ordre du jour ont compris, entre autres, les termes de référence du Comité, son budget et ses logistiques. Des représentants de C.O.G.L.A. ont présenté un rapport d'activités sur les opérations d'exploration entreprises dans la Baie d'Hudson par Canadian Occidental Petroleum, Sogepet et ICG Resources Ltd. Ils ont aussi donné un exposé de divers travaux concernant les répercussions des explorations cotières de pétrole et du forage sur le milieu (les impacts des bruits du bateau sur les mammifères marins, les déversements de pétrole, etc.).

Explorations pétrolières

4.2 Désaffectation du dépotoir du Vieux-Chimo.

Le Comité a reçu une copie d'une lettre de la DRNQ au bureau régional du MTPA concernant le réaménagement du dépotoir du Vieux-Chimo (# 20.4.2.1). Dans la lettre, on recommande de faire ce réaménagement en plusieurs étapes.

Dépotoir du Vieux-Chimo

4.3 Barils de bitume à Kuujjuaq et à Kuujjuarapik.

4.3.1 Kuujjuarapik

M. André Dicaire informé les membres des initiatives entreprises par la DRNQ à l'égard de la récupération des barils de bitume à Kuujjuarapik. Selon les recherches de la Direction, il y a quelques milliers de barils qui appartiendraient au MTPA. Il appert que celui-ci présentera un plan de travail pour l'enlèvement de ces barils de leur site actuel.

Barils de bitume

4.3.2 Kuujjuaq

4.3.2.1 Le Comité a reçu une lettre de Transports Canada (# 20.4.3.2) qui brosse un tableau d'une alternative pour l'enlèvement des barils de bitume. Le choix des options dépend de la possibilité d'employer le bitume pour paver la piste d'atterrissage.

4.3.2.2

Après s'être renseigné auprès de la municipalité, le Secrétaire informe les membres des mesures prises pendant l'été pour récupérer les barils. Il appert que les analyses de bitume faites par un représentant de Transports Canada ont démontré que ce bitume sera adéquat pour paver la piste. Ensuite, Transports Canada, en collaboration avec la municipalité, a engagé six personnes par l'intermédiaire du programme d'emploi "Relais" pour enlever les barils du site actuel. Il semble qu'à peu près deux tiers des 6 000 barils aient été enlevés et entreposés près de la piste.

4.3.2.3

Le Comité exprime sa satisfaction que, suite à ses recommandations, un bon nombre des barils ont été récupérés. Les membres discutent de la possibilité d'émettre une déclaration ou un communiqué à cet effet. Finalement, on s'entend pour se renseigner davantage sur la nature des travaux effectués pendant l'été avant d'émettre une telle déclaration. En particulier, on demande au Secrétaire d'obtenir les informations suivantes: (1) un rapport écrit du promoteur du projet indiquant, entre autres, le nombre de personnes engagées, la quantité de barils enlevés et leur nouvel emplacement, le nombre de barils qui restent au premier site et les mesures prévues pour les récupérer; (2) un rapport écrit de la part de la municipalité exprimant son point de vue sur le projet. En plus, il est recommandé au promoteur de faire des consultations auprès de la DRNQ sur les aspects techniques du projet.

4.4

Reconstitution de la végétation à Kuujjuaq et à Inukjuak.

4.4.1

Le Secrétaire informe les membres du Comité d'un projet d'essai sur la reconstitution de la végétation qui a eu lieu cet été à Kuujjuaq et à Inukjuak. Par le truchement du projet d'été de création d'emploi pour les étudiants, l'ARK a engagé deux étudiants pour chaque municipalité plus un coordonnateur, et ces personnes ont assisté à un cours à ce sujet d'une durée d'une semaine au lac Hélène, en collaboration avec la SEBJ.

Reconstitution de la végétation

4.4.2

On fait circuler des photos des résultats du projet à Inukjuak. Un rapport du projet sera soumis au Comité dès qu'il sera disponible.

5. Rapport sur les activités des comités ayant compétence en environnement au nord du 55^e parallèle.

5.1 Le Secrétaire brosse un rapide tableau des activités de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik depuis le 6 mai 1983. Celle-ci s'est réunie cinq fois pendant cette période. Les questions à l'ordre du jour ont compris, entre autres: (1) la relocalisation du dépotoir de déchets solides à Salluit et à Aupaluk; (2) la localisation des sites de traitement des eaux usées à Salluit et à Aupaluk; (3) la piste d'atterrissage au lac Brisson, et; (4) la piste d'atterrissage et le campement temporaire à Umiujaq.

Activités de la CQEK

6. Rapport d'activités des comités ayant compétence en environnement à la Baie James.

6.1 M. Jacques Giguère fait circuler le document # 20.6.1 concernant les activités des comités d'évaluation et d'examen pour la Baie James depuis le 6 mai 1983. Ensuite, M. Giguère et Mme Ginette Lachance répondent aux questions des membres à ce sujet et au sujet des actions du Comité consultatif de la Baie James.

Comités de la Baie James

7. Procédures d'amélioration et de relocalisation des sites de disposition des déchets solides et de traitement des eaux usées.

7.1 Le Président présente M. Robert Langlais (MAM), M. Daniel Berrouard (MENVIQ), M. Tommy Grey et M. Yves Dubuc (KRG). Il procède à une brève description des problèmes reliés à la relocalisation et l'amélioration des sites de disposition de déchets solides et de traitement des eaux usées au Nord. Malgré les recommandations du rapport Jolicoeur d'améliorer les dépotoirs de déchets solides dans certains villages et de créer des sites de traitement des eaux usées, le Président explique qu'aucune action n'a été prise en ce sens pour diverses raisons.

Disposition des déchets solides et traitement des eaux usées: problèmes de procédure

7.2 On identifie trois problèmes principaux: (1) le manque d'un plan quinquennal; (2) le manque de coordination et des connaissances des procédures y impliquées; (3) une confusion à l'égard des règlements connexes qui s'appliquent au Nord.

- 7.3 On discute, à titre d'exemple, des difficultés associées à la relocalisation du site de disposition des déchets solides à Salluit. Tandis qu'une demande pour un nouveau site a été présentée déjà en 1980, il appert que des problèmes de financement, l'approbation de la CQEK et du MENVIQ et un suivi et une coordination inadéquats de la part de l'ARK ont empêché l'installation du nouveau site.
- 7.4 Le représentant du MAM informe le Comité que son ministère est en train d'établir un plan quinquennal qui donnera la priorité de relocalisation aux dépotoirs de Salluit, Kangiqsuálujjuaq et Aupaluk. Un plan semblable à celui-ci sera élaboré pour les sites de traitement des eaux usées.
- 7.5 Les représentants du MENVIQ expliquent que le nouveau règlement concernant les sites de disposition des déchets solides entrera en vigueur dans un proche avenir et qu'il facilitera sans doute la gestion des déchets solides au Nord.
- 7.6 Le Secrétaire informe les membres et participants de l'élaboration d'une brochure par la CQEK expliquant, en détail, les étapes à suivre dans la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, afin d'obtenir les autorisations nécessaires du MENVIQ. Le but spécifique de ce guide est d'assister les promoteurs dans la planification de leurs projets.
- 7.7 Suit une longue discussion sur les démarches nécessaires à la relocalisation d'un dépotoir ou l'installation d'un site de traitement des eaux usées. On s'entend pour déclarer que le promoteur de tels projets doit suivre la procédure suivante:
- o la finalisation d'un plan quinquennal entre MAM et l'ARK concernant les sites de disposition des déchets solides et de traitement des eaux usées;
 - o la présentation au MENVIQ, bien à l'avance de la date du début des travaux prévue dans le plan quinquennal, des renseignements préliminaires sur le projet;
 - o l'approbation de la CQEK et l'élaboration des études d'impact, si nécessaire;
 - o suite à cette approbation, l'autorisation finale du MENVIQ, selon la conformité du projet avec les règlements actuels;

- o présentation d'une demande pour l'avance des fonds nécessaires à la construction du projet tel que proposé et approuvé;
- o construction du projet par le promoteur.

En ce qui concerne le deuxième point ci-haut mentionné, on s'entend pour employer les rapports Pluritec comme documents de base dans la cueillette des renseignements préliminaires.

7.8 On demande au Secrétaire de transmettre ces recommandations aux organismes concernés.

8. Applications du régime de protection de l'environnement et du milieu social au nord du 55^e parallèle.

8.1 Le Président brosse un tableau des préoccupations des Naskapis concernant la piste d'atterrissage qui a été construite l'été passé au lac Brisson. Le point central exprimé dans le document sur la position des Naskapis (# 20.8.3) concerne le fait que le promoteur n'a pas soumis à la CQEK une demande d'autorisation avant de construire la piste et aucune autorisation n'a été envoyée par la suite. Les Naskapis craignaient que cette situation crée un précédent qui nuirait à leur confiance en le régime de protection de l'environnement et du milieu social, établi selon le Chapitre 23 de la CBJNQ.

Régime de protection de l'environnement et du milieu social

8.2 Le Président s'informe du responsable de la supervision de la région, chargé d'assurer que les projets ne se réalisent pas sans les autorisations nécessaires. On lui apprend que les inspecteurs de la DRNQ sont chargés de cette tâche. En plus, on explique que les représentants et les inspecteurs de la DRNQ font des tournées fréquentes au Nouveau Québec dont un des buts est de s'assurer que les projets se conforment aux lois et règlements du MENVIQ. Cependant, étant donné la grandeur de la région, il est presque impossible, en pratique, d'effectuer une surveillance complète.

8.3 On s'entend pour redoubler les efforts pour renseigner les promoteurs éventuels de projets du régime de l'environnement qui s'applique au nord du 55^e parallèle. Plus particulièrement, le Comité s'entend pour écrire au coordonnateur du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec afin de l'informer de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement au Nord.

9. Questions concernant l'administration et la régie interne.

9.1 Budget du secrétariat pour 1984-1985.

9.1.1 Le Secrétaire dépose la proposition budgétaire du secrétariat pour 1984-1985 (# 20.9.1). Cette proposition, préparé par l'Administration régionale Kativik, est à envoyer au Ministre de l'Environnement du Québec. Une copie est aussi à envoyer, à titre d'information, au Ministre de l'Environnement du Canada.

Budget du CCEK

9.1.2 Le Comité passe une résolution adoptant la proposition telle que soumise.

Résolution 83-4

ATTENDU QUE selon les règles de régie interne du Comité consultatif de l'environnement Kativik, une proposition budgétaire doit être soumise chaque année aux ministres québécois et fédéral de l'environnement.

Résolution

IL EST DONC RESOLU QUE le Comité transmet aux ministres québécois et fédéral de l'environnement la proposition budgétaire ci-annexée.

Proposé par : Jean-Claude Dubé

Appuyé par : Jacques Giguère

Approuvé : à l'unanimité

9.2 Financement de la participation des membres de Kativik au Comité.

9.2.1 Le Président demande si le financement de la participation des membres de Kativik au CCEK proviendra du MENVIQ ou du MAM.

Participatio de l'ARK au CCEK

9.2.2 Les représentants du Québec expliquent que des négociations pour transférer la responsabilité du financement du MAM au MENVIQ se poursuivent, mais une décision finale n'a pas encore été prise. Dans la lumière de ces faits, on propose que l'ARK présente au MAM et au MENVIQ sa proposition budgétaire concernant la participation de ses membres aux comités de l'environnement.

10. Prochaine assemblée - date et lieu.

Le Comité s'entend que la prochaine réunion soit tenue à Radisson, le 22-23 novembre 1983. On s'entend aussi de profiter de l'occasion pour visiter les installations au lac Hélène.

Prochaine
assemblée

COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Procès-verbal de la vingtième assemblée
Minutes of the twentieth sitting

PROJET - PROJECT

Québec, le 22 septembre 1983
Quebec City, September 22, 1983

Place Ministère de l'Environnement
du Québec
2360, chemin Ste-Foy
Ste-Foy (Québec)

Date September 22, 1983

Present Michael Barrett, Chairman, Kativik
André Dicaire, Québec
Jean-Claude Dubé, Canada
Jacques Giguère, Canada
Ginette Lachance for Augustin
Lebeau, Canada
Camille Mageau, Canada
Jean Piette, Québec
Marc Voinson, Kativik

Participants Daniel Berrouard, MENVIQ
Yves Dubuc, KRG
Tommy Grey, KRG
Robert Langlais, MAM

Absent Lizzie Epoo York, Kativik

Secretary Hervé Chatagnier

- | | |
|--|---|
| <p>1. <u>Approval of Agenda.</u></p> <p>1.1 The agenda was approved without modifications.</p> <p>2. <u>Approval of the Minutes of the Nine-
 teenth Sitting.</u></p> <p>2.1 The minutes of the nineteenth sitting were
 approved subject to minor corrections.</p> <p>3. <u>Filing of Documents.</u></p> <p># 20.3.1 <u>De bonne source</u>, Vol. 4, No. 4, May 1983.</p> <p># 20.3.2 <u>De bonne source</u>, Vol. 4, No. 5, June-July
 1983.</p> <p># 20.3.3 Letter from the Chairman to Mr. André Thé-
 riault, Northern Affairs, dated July 19,
 1983.</p> <p># 20.3.4 Letter from the Chairman to the Honorable
 Charles Caccia dated September 2, 1983.</p> <p># 20.3.5 <u>News release</u>, # 1-8317,18,19, Government of
 Canada.</p> <p># 20.3.6 <u>Update: Environmental Studies Revolving
 Funds</u>, Vol. 1 (1), September 16, 1983, Go-
 vernment of Canada.</p> | <p>Agenda</p> <p>Approval of
 minutes</p> <p>Filing of
 documents</p> |
|--|---|

- # 20.4.1.1 Oil and Gas Exploration Program in Hudson Bay 1983, ICG Resources Ltd. (brochure).
- # 20.4.1.2 Letter from John Hofbauer, C.O.X.Y. to the Chairman dated June 7, 1983.
- # 20.4.1.3 Hudson Bay Oil and Gas Committee Agenda (September 19-21, 1983).
- # 20.4.1.4 Hudson Bay Oil and Gas Committee, briefing notes, work plan and proposed terms of reference.
- # 20.4.1.5 "Petroleum potential bright for Canada's Hudson Bay Basin", Oil and Gas Journal, reprinted from the October 25, 1971 edition.
- # 20.4.2 Letter from Philippe Di Pizzo, D.R.N.Q. to Mrs. Monique Parent, MTPA dated July 28, 1983.
- # 20.4.3.1 Letter from André Dicaire to Mr. Guy Bisson, MTPA dated June 8, 1983.
- # 20.4.3.2 Letter from Mr. Jesse P. Flis, Transport Canada to the Chairman dated June 22, 1983.
- # 20.6.1 Memo from Jacques Giguère dated September 22, 1983 and concerning "Activities of Evaluating and Review Committees since the last meeting held in Quebec on May 6, 1983". (French - English)
- # 20.7.1 Letter from the Chairman to Mr. Jean-Guy Blouin, Director, SANA, MAM dated August 31, 1983.
- # 20.8.1 Memo from the Chairman to the members dated July 22, 1983.
- # 20.8.2 Letter from Mr. Paul Wilkinson, Naskapi Landholding Corporation to Mr. Peter Jacobs, K.E.Q.C. dated August 15, 1983.
- # 20.8.3 Position of the Naskapis of Quebec with Respect to the Proposed Extension of the Landing Strip at Lac Brisson, July 1983.
- # 20.9.1 Memo from the Secretary to the members sending the 1984-1985 budget proposition, dated August 30, 1983.

4. Matters Arising from Previous Sittings.

4.1 Oil and Gas Exploration in Hudson Bay.

The Committee was informed of recent developments concerning oil and gas exploration in Hudson Bay. In particular, the Committee was informed of the first meeting of the Hudson Bay Oil and Gas Committee on September 19-21, 1983 in Ottawa. Items on the

Oil and Gas
Exploration

agenda for the meeting included the Committee terms of reference, budget and logistics. Representatives from C.O.G.L.A. presented a progress report on exploration activities in Hudson Bay undertaken by Canadian Occidental Petroleum, Sogepet, and ICG Resources Ltd. In addition, C.O.G.L.A. presented various works related to the environmental impacts of offshore oil exploration and drilling (impacts of ship noise on marine mammals, impacts of oil spills, etc.).

4.2 Restoration of the Dumpsite of Old Chimo.

The Committee received a copy of a letter from the D.R.N.Q. to the MTPA regional office concerning the restoration of the dumpsite in Old Chimo (#20.4.2.1). The letter recommends several steps to be taken in order to restore the site.

Old Chimo dumpsite

4.3 Asphalt Barrels in Kuujjuaq and Kuujjuarapik.

4.3.1 Kuujjuarapik

André Dicaire informed the members of the actions taken by the D.R.N.Q. relative to the presence of asphalt barrels in Kuujjuarapik. After inquiry by the D.R.N.Q., it appears that several thousand barrels were identified and that they appear to be the responsibility of the MTPA. It also appears that the MTPA will submit a work plan for the elimination of the barrels from their present site.

Asphalt barrels

4.3.2 Kuujjuaq

4.3.2.1 The Committee received a letter from Transport Canada (# 20.4.3.2) outlining two possible alternatives for the elimination of the asphalt barrels, depending on whether the asphalt contained in the barrels is suitable for paving the airstrip.

4.3.2.2 The Secretary, having contacted the municipality, informed the members of the steps taken to remove the barrels during the summer. It appears that the asphalt was inspected by a Transport Canada representative and was found suitable for the pavement of the airstrip. Following this inspection, Transport Canada, with the collaboration of municipality, hired six persons through the "Relais" job creation program to remove the barrels from the present site. It appears that approximately two thirds of the 6,000 barrels have been removed from the site and stored near the airstrip.

4.3.2.3

The Committee expressed their satisfaction that, following its recommendations, a substantial number of barrels have been relocated. The members discussed the opportunity of issuing a public statement or communiqué to this effect. However, it was agreed that, before issuing such a statement, the Committee obtain more specific information on the nature of the work done during the summer. Specifically, the Secretary was requested to obtain the following information: (1) a written report from the proponent of the project indicating among others, the number of people employed, the quantity of barrels moved, their location, the quantity of barrels left and the plans foreseen to remove them; (2) a written report from the municipality indicating their point of view on the project. It was further recommended that the proponent consult with the D.R.N.Q. concerning the technical aspects of the project.

4.4 Revegetation in Kuujjuaq and Inukjuak.

4.4.1

The Secretary informed the Committee of a pilot revegetation project which took place during the summer in Kuujjuaq and Inukjuak. Two students for each municipality and one coordinator were hired by the Kativik Regional Government through a Summer Canada Student Project and, with the collaboration of the S.E.B.J. attended a one week course at Lac Hélène on revegetation.

Revegetation

4.4.2

Photos of the results of the project for Inukjuak were circulated and the Committee was informed that it would receive a copy of the report on the project when it becomes available.

5. Report of Activities of Environmental Committees North of the 55th Parallel.

5.1

The Secretary briefly outlined the activities of the Kativik Environmental Quality Commission since May 6, 1983. The Commission met five times during this period. Items on the agenda included, among others: (1) relocation of the solid waste disposal sites for Salluit and Aupaluk; (2) establishment of liquid waste disposal sites for Salluit and Aupaluk; (3) a landing strip at Lac Brisson; (4) Umiujaq: landing strip and temporary work camp.

Activities of the K.E.Q.C.

6. Report Activities of Environmental Committees for James Bay.

6.1 Mr. Jacques Giguère circulated document # 20.6.1 outlining the activities of the Evaluating and Review committees for James Bay since May 6, 1983. Mr. Giguère and Mrs. Ginette Lachance then answered various questions from the members concerning the outlined topics and the activities of the James Bay Advisory Committee.

James Bay committees

7. Procedures for Upgrading and Relocating Solid and Liquid Waste Disposal Sites.

7.1 The Chairman introduced Mr. Robert Langlais (MAM), Mr. Daniel Berrouard (MENVIQ), Mr. Tommy Grey and Mr. Yves Dubuc (KRG). The Chairman began by outlining the problems associated with relocating and upgrading solid and liquid waste disposal sites in the North. It was explained that, although the Jolicoeur report had recommended that solid waste disposal sites from many communities be upgraded and liquid waste disposal sites be established, these recommendations, for various reasons, have not been implemented.

Solid and liquid waste disposal: procedural concerns

7.2 Three major problem areas were identified and are (1) the absence of a five (5) year plan; (2) the lack of coordination and knowledge of the procedures involved and (3) confusion with respect to the related regulations applicable in the North.

7.3 As an example, the problems associated with the relocation of the Salluit solid waste disposal site were discussed. It appears that, although an application for a new site was submitted as early as 1980, various problems such as funding, approval by the K.E.Q.C. and the MENVIQ and inadequate follow-up and coordination by KRG has prevented the implementation of a new site.

7.4 The representative from MAM informed the Committee that it was in the process of establishing a five (5) year plan which will include priority for the relocation of solid waste disposal sites for Salluit, Kangiqsujuaq, Inukjuak, Kangiqsualujjuaq and Aupaluk. The same process will be applied for liquid waste disposal sites.

7.5 MENVIQ representatives indicated that the new regulation concerning solid waste disposal sites would become official in the near future and should facilitate the management of solid wastes in the North.

7.6 The Secretary informed the members and the participants that the K.E.Q.C. was in the process of producing a brochure which outlines, step by step, the environmental impact procedure involved in order to obtain the necessary authorizations from MENVIQ. This guide will be produced specifically to aid proponents in their planning of projects.

7.7 The Committee discussed at length the necessary steps leading to the implementation of the relocation of a solid waste disposal site or the establishment of a liquid waste disposal site. It was agreed that the proper procedure and sequence to be followed by the proponent of such projects should be the following:

- o the finalization of a five (5) year plan between MAM and KRG relative to solid and liquid waste disposal sites;
- o the submission, well in advance of the date foreseen by the five (5) year plan, of preliminary information concerning the project to MENVIQ;
- o approval by the K.E.Q.C. and preparation of impact studies when necessary;
- o final authorizations by the MENVIQ based on conformity with existing regulations, once the K.E.Q.C. has approved the project;
- o request for the release of the funds necessary to construct the project as proposed and approved;
- o construction of the project by the proponent.

With respect to the second point described above, it was agreed that the Pluritec reports could be used as the basis for the preparation of preliminary information.

7.8 The Secretary was requested to transmit the above recommendations to the organizations involved.

8. Application of the Environmental and Social Protection Regime North of the 55th Parallel: Landing Strip at Lac Brisson.

8.1 The Chairman outlined the concerns of the Naskapis relative to the landing strip constructed last summer at Lac Brisson. The major point of concern as expressed in the

Environmental and social protection regime

Naskapi's position document (# 20.8.3) is the fact that the proponent neither applied for nor obtained the necessary authorizations before building the strip. The Naskapis were concerned that a precedent was being created which would reduce their ability to place their trust in the environmental and social protection regime established by Section 23 of the J.B.N.Q.A.

8.2 The Chairman asked who was responsible for overseeing the region to ensure that projects are not being built illegally (without the required authorizations). It was replied that the Direction régionale du Nouveau Québec, with its inspectors, were responsible for overseeing the region. It was further explained that D.R.N.Q. representatives and inspectors frequently tour Northern Quebec and attempt to ensure that projects are in conformity with the MENVIQ laws and regulations. However, because of its vastness it is practically impossible to thoroughly monitor the whole region.

8.3 It was agreed to renew the effort to inform possible proponents of projects of the environmental regime which applies north of the 55th parallel. In particular, the Committee agreed to write to the coordinator of the Quebec Energy and Resources Department to inform him of the northern environmental impact assessment and review procedure.

9. Matters Relating to Administration and Internal Management.

9.1 Budget for the Secretariat for 1984-1985.

9.1.1 The Secretary tabled the budget proposition for the Secretariat for 1984-1985 (# 20.9.1). This budget proposition was prepared by the Kativik Regional Government and should be forwarded to the Minister of the Environment Quebec. A copy should also be forwarded, for information purposes, to the Minister of Environment Canada.

K.E.A.C.
budget

9.1.2 The Committee approved the proposition, as submitted, by resolution.

-----Resolution 83-4-----

WHEREAS the rules of internal management of the Kativik Environmental Advisory Committee require that an annual budgetary proposition be submitted to the Quebec and federal ministers of the environment.

IT IS UNANIMOUSLY RESOLVED that the Committee transmit the attached budget proposition to the Quebec and federal ministers of the environment.

Moved by : Jean-Claude Dubé

Seconded by : Jacques Giguère

Approved : Unanimously

9.2 Financing for Participation of Kativik Members.

9.2.1 The Chairman inquired whether the funding for K.E.A.C. Kativik participation would be provided by MENVIQ or MAM.

K.E.A.C.
Kativik
participation

9.2.2 Quebec representatives explained that, although negotiations were underway to transfer this funding from MAM to MENVIQ, an official decision had yet to be reached. In this light, it was suggested that the Kativik Regional Government submit its budget proposition related to the Kativik participation on environmental committees to both MAM and MENVIQ.

10. Date and Place of Next Sitting.

10.1 The Committee agreed to hold the next sitting at Radisson on November 22-23, 1983. It was agreed to take the opportunity to visit the installations at Lac Hélène.

Next
sitting
